



**ELECTIONS EUROPEENNES
JUN 2024**

100 % libres
...100 % vous !

MANIFESTE

Entendre la voix des salariés pour remettre l'Europe de l'énergie sur les bons rails

À quelques semaines des prochaines élections européennes qui seront déterminantes pour l'avenir du projet européen, la CFE Énergies, fidèle à son action depuis près de dix ans, porte sans relâche la voix de ses adhérents et plus largement celle des salariés du secteur énergétique français. La CFE Énergies défend une construction européenne humaniste et démocratique qui place l'Homme au cœur du projet européen et qui met citoyens comme salariés au centre de l'action politique.

La CFE Énergies n'oublie pas que l'énergie a été à l'origine de la construction européenne, dès les années 1950 avec la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier et le traité Euratom, et qu'elle est au cœur de toutes les activités économiques et de la vie des sociétés. L'énergie a joué un rôle central lors de la dernière mandature des institutions européennes, avec notamment le Green Deal. Ce sera encore le cas lors de la prochaine mandature, eu égard aux bouleversements et chocs que connaît aujourd'hui l'Union Européenne (UE), et à l'impératif de lutte contre le réchauffement climatique et d'adaptation qui en découle.

Ecoute des salariés

Entendre la voix des salariés, de celles et ceux qui font vivre le secteur énergétique au quotidien, est donc essentiel pour enfin bâtir une Europe de l'énergie sur des bases robustes, pragmatiques et sans dogmatisme.

Refondation de l'Europe de l'énergie

A cet effet, la CFE Énergies défend que la crise climatique comme celle des prix de l'énergie doivent conduire à refonder la construction de l'Europe de l'énergie autour de priorités telles que la décarbonation, l'autonomie stratégique, la transition juste, la sécurité des approvisionnements et la pérennité d'infrastructures essentielles. Par ailleurs, l'Europe de l'énergie doit respecter, autant le principe de subsidiarité des États-Membres que celui de la neutralité technologique bas carbone, contrairement au débat sur la taxonomie européenne avec la volonté alors affichée par certains d'exclure le gaz et le nucléaire, ou encore l'approche partisane aujourd'hui sur l'hydrogène et le financement du nucléaire.

Solidarité et coopération

L'Europe de l'énergie ne pourra en effet faire face aux géants économiques de la planète qui se livrent une compétition féroce, que si elle est unie dans sa diversité. Chaque État doit pouvoir utiliser ses richesses et compétences au mieux pour servir l'ambition industrielle et climatique commune. Cela doit concerner à la fois le gaz via la réflexion sur le renforcement de la sécurité d'approvisionnement, et l'électricité via la priorité donnée, dans la durée, à la stabilité et à la sûreté du système électrique européen.

Cette refondation doit ainsi répondre aux multiples dysfonctionnements des marchés de l'énergie, qui se sont révélés incapables de protéger durablement les consommateurs comme de favoriser

les investissements industriels bas carbone, conséquences de la définition de règles de marché favorables à la concurrence tout en s'employant à les distordre une à une pour favoriser certaines énergies.

Les 25 dernières années de libéralisation obligent désormais à en dresser un bilan honnête et à exiger une réorientation dans la construction de l'Europe de l'énergie. C'est en privilégiant les valeurs de coopération et de solidarité que l'on fera échec aux chimères du fondamentalisme de marché qui règne à Bruxelles. Cette approche dogmatique qui, hélas, consacre la primauté du marché et de la concurrence, a conduit à une forme de naïveté stratégique et géopolitique face aux stratégies de puissance à long terme de la Chine, de la Russie et des États-Unis.

Une politique industrielle

Au regard de ces nouveaux enjeux, la CFE Énergies place le souci des biens communs au cœur des choix énergétiques et considère que ni le marché ni la concurrence intra-européenne ne sont une fin en soi. Elle demande donc de revenir aux logiques de planification et de programmation, de régulation et d'intervention publique qui donnent la visibilité nécessaire au secteur énergétique.

Pour la CFE Énergies, donner un sens concret à l'Europe de l'énergie auprès des citoyens constitue un élément clé de réussite du projet européen à la fois sur le plan industriel, social et démocratique, en favorisant la coordination et les coopérations renforcées d'intérêt mutuel. Une véritable politique industrielle quant aux solutions bas-carbone à appliquer, doit être déclinée par les États membres. L'objectif est ainsi de fournir aux salariés des perspectives durables et de propulser les industries européennes à l'avant-garde de la transition énergétique.

Engagement continu

Il y a 85 ans naissait l'Union Nationale des Cadres et de la Maîtrise Eau-Gaz-Électricité (UNCM) qui allait devenir en 1995 la CFE-CGC des IEG puis en 2011 la CFE Énergies. Libre, pragmatique, responsable et indépendante, elle est plus que jamais engagée aux côtés des citoyens et des salariés dans les grands enjeux de notre temps au premier plan desquels figurent le projet européen, et le succès de sa transition énergétique et climatique.

C'est le sens du manifeste qu'elle vient de publier et qu'elle va désormais porter auprès des candidats aux élections européennes.

Pour télécharger le document,
cliquez ici



Pour en savoir plus, rendez-vous sur
www.cfe-energies.com

